

Société

Le silencieux virus de la xénophobie

Myriam Bettens, Genève
journaliste et théologienne

COVID-19

Une chape d'indifférence s'est abattue sur le destin des migrants, rendus encore plus invisibles par le confinement de la planète au temps du coronavirus. Alors que l'Europe tente de juguler la pandémie, une autre se répand insidieusement: le *xenophobia virus*.¹

Cet article et les entretiens dont il est issu ont été réalisés avant l'incendie du camp de Moria, à Lesbos, du 9 septembre 2020, et le signalement des premiers cas de personnes positives au coronavirus (n.d.l.r.).

« 1^{er} août 2002... », la voix de l'homme se perd dans le brouhaha ambiant de la place du Marché de Carouge (Genève) toute proche. « Deux femmes enceintes de noms inconnus... », quelques curieux s'arrêtent sur le parvis de l'église Sainte-Croix pour écouter cette étrange litanie. « Originaux du Maroc et d'Afrique subsaharienne... », le bruit du tram approchant happe l'attention déjà vacillante de ceux qui se sont attardés pour écouter. « Mortes noyées après que les trafiquants les aient obligées à nager jusqu'à la côte de Tarifa... », un jeune homme jette un œil à son bébé, puis se penche vers

sa compagne et lui chuchote: « Comment en est-on arrivé là ? »

Non loin du couple, Nicole Andreetta s'apprête à prendre son tour de lecture. Tout comme elle, des dizaines de personnes se sont relayées à Genève le 20 juin dernier, lors de la Journée mondiale des réfugiés, pour lire les noms de ceux dont le destin a basculé sur les routes de l'exil. Cette initiative de l'Aumônerie genevoise œcuménique auprès des requérants d'asile et des réfugiés (AGORA) enjoignait à faire mémoire des 40555 migrants qui ont péri anonymement depuis 1993² aux portes de l'Europe. Par cette action, il s'agissait aussi de signifier explicitement au Conseil fédéral, le refus de la population « d'assister à cette horreur sans agir ». ³ Ce combat s'apparente parfois à un cri dans le désert, mais « nous le poursuivons aussi pour rendre les gens conscients des 40000 « vivants » qui attendent notre aide dans les camps de la Mer Égée », affirme l'aumônière catholique.

Un système concentrationnaire

Des vivants, dont le politicien suisse Jean Ziegler s'est fait le porte-voix dans son dernier ouvrage, *Lesbos, la honte de l'Europe*.⁴ De sa visite sur l'île grecque en mai 2019 en tant que vice-président du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, l'auteur livre un témoignage glaçant. Pour ceux qui par miracle survivent à l'éprouvante traversée de la *Mer Cimetière* (Méditerranée) et des *push back*, ces pratiques violentes de refoulement des barques qui tentent d'accoster,⁵ le cauchemar est loin d'être terminé.

« Chaque matin, des policiers grecs armés inspectent les côtes. Ils arrêtent les réfugiés [...]. Ils les menottent, y compris parfois les enfants. Puis les poussent dans de

Société

Le silencieux virus de la xénophobie

grands autobus bleus et les conduisent à Moria, un camp installé aux abords d'un petit village au voisinage de Mytilène [principale ville de l'île]. Là, trempés, affamés, angoissés, ils sont déposés et attendent les premiers interrogatoires», relate Jean Ziegler dans les premières pages de son livre.

Le camp de Moria est un des cinq *hot spots* ou *First reception facilities* qui a vu le jour après l'accord conclu entre la Commission européenne et le gouvernement grec en avril 2015. Ces camps situés sur cinq îles principales de la mer Égée ont pour but de «faciliter accueil, identification, enregistrement et prise des empreintes digitales des demandeurs d'asile». ⁶ Or, comme le souligne le professeur émérite de sociologie,

« ces camps sont désespérément surpeuplés ».

Prévus à l'origine pour accueillir 6400 personnes, l'occupation dépasse aujourd'hui les 34500 âmes. «À Moria, la promiscuité est effrayante. Au-delà des murs du camp officiel, d'autres s'étendent: les camps dits informels.» Ces bidonvilles où s'entassent «des cahutes faites de branchages et de bâches en plastique» n'ont de poétique que le nom.⁷ Là-bas, les toilettes empestent, si bien qu'aucun d'entre nous n'accepterait d'y pénétrer pour y assouvir ses besoins les plus primaires. D'ailleurs en aurions-nous le temps, sachant qu'il faut partager ce «lieu d'aisance» (sic) avec 100 autres personnes? Les douches sont à l'eau froide, les immondices entourent le camp, entraînant une invasion de rats et de gale, les plats servis après plusieurs heures d'attente sont avariés et insuffisants.

Lorsqu'on lit dans les pages d'un média helvétique de sensibilité nationaliste que «les migrants accourent librement [à Lesbos pour y être] nourris, soignés gratuitement et soutenus par de nombreuses ONG»,⁸

Des réfugiés syriens et irakiens partis de Turquie sont secourus en mer, vers Lesbos, par des volontaires de l'ONG espagnole Proactiva Open Arms, octobre 2015
© Ggia/Wikimedia



on peut légitimement se demander quel être humain normalement constitué accepterait de telles modalités d'accueil. Des conditions de vie que l'auteur qualifie de concentrationnaires.

Le bouclier de l'Europe

Il soutient encore la position suivante: les *hot spots* ont un rôle stratégique, celui de «dissuader les réfugiés de venir en Europe». L'Union européenne n'a donc nullement l'intention de les démanteler. Pour Pierre Bühler, autre professeur émérite, de théologie systématique aux Universités de Zurich et Neuchâtel cette fois, la thèse est tout à fait plausible. «L'Europe a très rapidement profité de l'opportunité de fermer les frontières à la faveur du coronavirus, s'insurge-t-il. Rien ne bouge.» À quoi renchérit Nicole Andreetta, qui espère que le coronavirus ne deviendra pas une sorte d'alibi brandi par la Suisse pour justifier un repli encore plus prononcé.

Le dépôt de demandes d'asile, déjà sensiblement compliqué auparavant, est devenu impossible pendant le confinement. «Le système de relocalisation n'a jusqu'à ce jour jamais fonctionné», écrit Jean Ziegler.⁹ Les étapes de la procédure d'asile, au nombre de trois, devaient selon Bruxelles prendre un maximum de six mois. «Douce illusion! [...] Ces délais peuvent aller jusqu'à trois ans!»¹⁰ Trois ans durant lesquels les réfugiés sont laissés à leur sort. Et la situation risque bien de durer.

Plus préoccupant encore, l'offensive du président turc Erdoğan le 1^{er} mars dernier, visant l'ouverture des frontières de l'Europe aux réfugiés et migrants qui se trouvaient en Turquie, a permis de légitimer ouvertement les *push back*. Dans la foulée, le gouvernement grec du Premier ministre Kyriákos Mitsotákis a gelé

toutes les procédures de droit d'asile en s'affranchissant totalement du droit européen et international. Or, face à cet état de fait, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a remercié «la Grèce d'être [le] bouclier européen en ces temps difficiles».

Car plus que le sort des migrants, ce qui paraît obséder la Commission européenne demeure le maintien, envers et contre tout, des accords de Schengen. «Or Schengen ne survit qu'à condition que les frontières extérieures de l'Union soient contrôlées et étroitement surveillées», affirme Jean Ziegler.¹¹ À cela, Pierre Bühler ajoute: «Il y a fondamentalement toujours un peu d'économisme dans les questions d'accueil.» Lorsque la personne peut servir à la finalité économique, elle a de la valeur, alors que si elle arrive de zones dites sinistrées, elle est considérée comme un poids pour la société.

Une pandémie utile?

Laisser mourir des centaines d'êtres humains servirait donc les intérêts de l'Europe? Terrible question à laquelle Jean Ziegler répond par l'affirmative, tout en ajoutant que «la lutte contre la migration est infiniment profitable aux marchands de canons». Nos intervenants s'accordent à dire que l'Europe, par son attitude face aux demandeurs d'asile, sape les principes fondamentaux sur lesquels elle s'est construite. «Alors que chaque être humain devrait être objet de solidarité, celle-ci n'a pas passé les frontières», s'insurge-t-il. Quant à la Suisse, louée pour sa tradition humanitaire, le fossé se creuse entre l'esprit et la lettre. «L'accueil était une valeur, il est aujourd'hui une procédure», se désole pour sa part l'aumônière Nicole Andreetta.

Mais ce qui inquiète encore plus Pierre Bühler est la probabilité que

Société

Le silencieux virus de la xénophobie

les États pérennisent le durcissement des conditions d'asile au-delà de la Covid-19. La population européenne a expérimenté dans sa chair, de manière très édulcorée, ce qui constitue le pain quotidien des exilés. Une vie de privation de liberté, d'incertitude permanente, de méfiance envers l'autre ou encore de files interminables pour un sac de vivres. « La pandémie aurait été l'occasion de réfléchir à nos valeurs, mais les signes montrent clairement que cela va repartir comme avant, sans réelle prise de conscience », note-t-il.

Appel aux citoyens

Jean Ziegler se veut plus optimiste: « La pandémie a unifié le monde et montré l'indispensable nécessité des actions de solidarité, qu'il faut maintenant étendre au reste de la planète. » Le coronavirus peut, selon lui, devenir un moyen de pression pour faire fermer les *hot spots*, foyers potentiels de propagation du virus. L'écrivain ne nie pas qu'une majorité du Conseil fédéral cherche à réduire le plus possible l'arrivée de réfugiés, « mais nous avons les moyens constitutionnels de faire changer le gouvernement d'opinion ». Il prône ainsi la force du groupe et la conscience collective: « Nous sommes responsables des décisions de ce pays, et si en tant que citoyen nous nous taisons, alors nous pratiquons une politique de refus. »

Pierre Bühler abonde: « Le citoyen est appelé à être un veilleur de la déontologie »¹² et le préambule de la Constitution suisse peut guider ses actions et donner la mesure à ses décisions. Il en rappelle d'ailleurs les quelques lignes: « Le peuple et les cantons suisses, conscients de leur responsabilité envers la création, résolu à renouveler leur alliance pour renforcer la liberté, la démocratie, l'indépendance et la paix dans un esprit de solidarité et d'ouverture au monde, déterminés à vivre ensemble leurs diversités dans le respect de l'autre et l'équité, conscients des acquis communs et de leur devoir d'assumer leurs responsabilités envers les générations futures, sachant que seul est libre qui use de sa liberté et que la force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres... » ■

- 1 « *Xenophobia Virus* annonce un petit tract distribué à Lesbos, représentant un personnage muni d'un masque auquel on prend la température », in *Libération, Lesbos, l'autre confinement de l'Europe*, 18 mars 2020.
- 2 La liste des noms des victimes de l'exil est mise à jour par l'organisation *UNITED for Intercultural Action* – <http://unitedagainstreugeedeaths.eu>.
- 3 Les passants étaient invités à écrire une lettre au Conseil fédéral pour demander une politique migratoire et d'asile plus solidaire. La citation est tirée de ce courrier.
- 4 Jean Ziegler, *Lesbos, la honte de l'Europe*, Paris, Seuil 2020, 144 p.
- 5 Ces pratiques « d'interception violente, pratiquées par les navires des gardes turcs et grecs, par ceux de Frontex et, selon certaines sources, par ceux de l'OTAN également [...] ont pour but de rejeter les Zodiac, les barques, les rafiots des réfugiés dans les eaux territoriales turques et d'empêcher ainsi leurs passagers de déposer une demande d'asile en territoire européen », *ibid*, pp. 19-20.
- 6 Définition des *hot spots* par le Parlement européen, *ibid*, p. 11.
- 7 « Oliveraie I, Oliveraie II et Oliveraie III », *ibid*, p. 55.
- 8 Jean Ziegler et la RTS comparent les camps des migrants aux camps de concentration, in lesobservateurs.ch.
- 9 Jean Ziegler, *op. cit.*, p. 48.
- 10 *Ibid*, p. 49.
- 11 *Ibid*, p. 14.
- 12 À lire sur choisir.ch, Pierre Bühler, *Asile et coronavirus au prisme de l'éthique*, un article repris de asile.ch, 5 mai 2020.